

L'étrange ambition du président du Souvenir français

par Yves Lescure

Puisqu'il m'a été demandé de rédiger l'éditorial de ce numéro, tâche dont je m'acquitte bien volontiers, et sortant des thèmes à la mode sur l'évolution politique de l'Europe, sur les populismes et la résurgence des droites extrêmes, j'ai choisi, comme je l'ai fait aussi dans la revue *En jeu*, d'évoquer de façon critique la pensée philosophique associative de l'actuel président du Souvenir français.

Serge Barcellini succède au contrôleur général des armées Gérard Delbaffé. Habitué du monde des anciens combattants et du monde associatif, dont il fut responsable à des titres divers au secrétariat d'État aux Anciens Combattants, d'abord comme chef de la Mission permanente aux Commémorations et à l'Information historique (ancienne MIH), puis comme directeur général de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG) ; enfin, à la suite des aléas de la vie politique, et après un temps en terre lorraine, où il est conseiller auprès de Jean-Pierre Masseret, ancien ministre et président de la Région, il est de retour au ministère, auréolé de sa nomination dans le corps du contrôle général des armées, et devient conseiller spécial au cabinet du secrétaire d'État Kader Arif, avant d'être nommé directeur du cabinet de Jean-Marc Todeschini, lui-même ancien directeur de cabinet de Jean-Pierre Masseret.

Dans une tribune intitulée « *Parole du président général* », parue dans la *Lettre* du Souvenir français, Serge Barcellini explique son ambition de faire du Souvenir français la grande association mémorielle du XXI^e siècle

(excusez du peu) et se livre, pour étayer son propos, à une analyse rétrospective et prospective du phénomène « mémoire » en France, qui lui donne l'opportunité de développer sa propre vision de la mémoire, de ses porteurs-acteurs en France, de leur rapport à la nation, à l'histoire, au temps, le tout dans la perspective du rôle central qu'il entend faire jouer au Souvenir français.

De Renan à nos jours, il parcourt ainsi, à grandes enjambées, le concept de nation et l'histoire de la construction mémorielle en France, selon une progression qui mérite pour le moins discussion, débat, voire contradiction.

L'auteur commence par faire d'Ernest Renan le premier théoricien du concept de nation et cite un extrait éclairant : « *Ni un espace géographique, ni une langue, ni une dynastie [...], pas non plus une religion, même si l'histoire de France s'enracine dans un fort fond de christianisme.* » Puis il enchaîne : « *La nation France repose sur deux piliers : le "vivre-ensemble", ce que Renan définit comme un "plébiscite de tous les jours", une volonté commune de partager un présent et un avenir, et la mémoire, c'est-à-dire le partage d'un passé commun, une nation étant une âme, un principe spirituel.* »

Cette mise en perspective aurait gagné, comme l'ont fait d'autres analystes, à un examen plus attentif de l'œuvre de Renan¹, qui lui aurait permis par exemple, d'ajouter que la vision de la nation proposée par Renan, interprétée comme un rejet du nationalisme racial du type allemand en faveur d'un modèle contractuel de nation, n'est en réalité pas exempte d'une dimension »

Sommaire

AGENDA

L'AFMD en action 2

ÉDITO

L'étrange ambition du Souvenir français 3

TRANSMETTRE

Justice pénale internationale : où en est-on ? 6

HISTOIRE & PATRIMOINE

Le camp de Pithiviers 12

Docteur Adélaïde Hautval, dite « *Haïdi* » (1906-1988) 15

« *Amie des Juifs* », des camps du Loiret à Auschwitz et Ravensbrück, résistante jusque dans les camps, Juste parmi les nations

TRANSMETTRE

Dictionnaire biographique des 9 000 déportés de France passés par Mittelbau-Dora et kommandos 16

1 Marcel Detienne, auteur, entre autres, de *L'identité nationale, une énigme*, Gallimard, collection Folio Histoire (n° 177), 2010 et Gérard Noiriel, directeur d'études émérite à l'École des hautes études en sciences sociales, qui a travaillé en particulier sur l'histoire de l'immigration et est l'auteur de *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Bayard, 2015.

» raciale et que le « *plébiscite de tous les jours* » ne concerne en réalité que ceux qui ont un passé commun, c'est-à-dire qui ont les mêmes racines.

Il eût été utile de mentionner certains écrits de Renan moins avouables.

Renan cherche en effet à sauvegarder l'avenir de la France, mais demeure sous l'influence de l'Allemagne. L'idéal et la discipline qu'il propose sont ceux du vainqueur de 1870 : une société féodale, un gouvernement monarchique, une élite et le reste de la nation n'existant que pour la faire vivre et la nourrir ; un idéal d'honneur et de devoirs imposé par un petit nombre à une multitude récalcitrante mais soumise. Les erreurs de la Commune confirment Renan dans cette réaction, et il se fait le relais de certains préjugés de son temps : « *La nature a fait une race d'ouvriers. C'est la race chinoise, d'une dextérité de main merveilleuse, sans presque aucun sentiment d'honneur ; gouvernez-la avec justice en prélevant d'elle pour le bienfait d'un tel gouvernement un ample douaire au profit de la race conquérante, elle sera satisfaite ; une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre : soyez pour lui bon et humain, et tout sera dans l'ordre ; une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Que chacun fasse ce pour quoi il est fait et tout ira bien.* »

Plus loin, Renan écrit : « *Nous aspirons, non pas à l'égalité, mais à la domination. Le pays de race étrangère devra redevenir un pays de serfs, de journaliers agricoles ou de travailleurs industriels. Il ne s'agit pas de supprimer les inégalités parmi les hommes, mais de les amplifier et d'en faire une loi.* » (Ernest Renan, *La Réforme intellectuelle et morale*, 1871).

Serge Barcellini choisit donc de citer ce qui l'arrange chez Renan et d'ignorer le reste.

Il poursuit en écrivant : « *Pendant des décennies et jusqu'aux années 1970, le concept mémoriel d'Ernest Renan s'est imposé à notre nation. C'est sur ce*

concept que se construit la mémoire républicaine des premières décennies de la III^e République. C'est aussi sur ce concept que se construit la mémoire de la Grande Guerre pendant l'entre-deux-guerres. C'est encore sur ce concept que se construit la mémoire communiste des années 1945 et la mémoire gaullienne du début de la V^e République. »

On mesure toute l'ambiguïté du propos, en l'absence de toute précision sur le concept de Renan finalement retenu. Il est permis toutefois de penser que ce concept repose sur deux piliers de la vision barcellinienne, le *vivre-ensemble* et la *mémoire*. Leur adéquation à la mémoire communiste ou gaullienne, si elle arrange l'auteur, oublie simplement qu'il existe aussi une histoire sociale et politique du pays, qui va bien au-delà de ce « *vivre-ensemble* » et de cette « *mémoire* ».

Serge Barcellini ne s'arrête pas là et introduit alors une curieuse problématique : « *Ce concept répond-il encore aujourd'hui à notre besoin de France ?* »

Qui désigne ce « *notre* » ? Que recouvre cette notion de « *besoin de France* » ? Nous n'en saurons pas plus... Imperturbable, il poursuit : « *Près de 150 ans ont passé. [...] Comment se construit "la mémoire nationale" ? Pour qu'une mémoire nationale s'inscrive dans notre vie quotidienne, il faut quatre composants : des deuils, des héros, des outils et des acteurs.* »

Le lecteur est invité à adopter les composants cités et à les inscrire dans sa vie quotidienne. Peu importe que le processus de construction de la mémoire nationale se limite à quatre composants et que la construction mémorielle se trouve amputée de sa dimension philosophique et culturelle du moment que cela n'entre pas dans la vision d'un Ernest Renan ni dans celle d'un Serge Barcellini.

Car l'histoire de France, contrairement à ce qui est proposé, ne se réduit

pas aux deuils, aux héros, aux outils et aux acteurs du champ mémoriel, elle se forge aussi autour du combat des idées et des confrontations politiques et idéologiques, qui font l'histoire sociale d'un pays, qu'elles soient d'origine endogène ou exogène. Le monde combattant n'est pas étranger à ces combats, tant s'en faut, et le Souvenir français pas moins que les autres. Il faut rappeler l'implication politique et idéologique du monde combattant dans l'entre-deux-guerres et à la veille du Front populaire pour le comprendre. La référence à la Première Guerre mondiale n'est pas transposable à la Seconde et la formation des mémoires en est différente. La guerre de 1939-1945 a été une guerre idéologique et pas seulement militaire, qui traversa quasiment tous les pays belligérants ; tout comme les guerres de décolonisation qui suivirent, d'ailleurs. L'ignorer serait grave. Combats d'idées, confrontations idéologiques, matrices de conceptions différentes de la nation et du fameux « *vivre ensemble* » sont aussi et tout autant les composants d'une mémoire nationale.

C'est l'une des raisons pour laquelle il est illusoire d'imaginer grouper autour d'une « *grande association* » des courants mémoriels qui résultent de tant de combats dans l'histoire.

On voit pourtant poindre le rêve barcellinien d'une grande association : « *Imaginons-nous la force d'associations dont certaines regroupaient près d'un million d'adhérents ? Ils ont été les acteurs d'une mémoire qui s'est imposée partout et qui a dessiné le paysage mémoriel de la France contemporaine.* » C'est dit : « *une mémoire s'est imposée partout* », c'est sans doute le rêve final de Serge Barcellini.

Or c'est la diversité du monde associatif qui fait sa richesse, autant que sa complexité d'ailleurs, parfois son évanescence. Il s'agit en tous cas, d'un patrimoine inaliénable qui relève de la liberté de penser et d'agir.

Le séquençage temporel proposé est réducteur – temps du souvenir, temps

du témoignage, temps de l'histoire –, présenté comme un enchaînement implacable et agrémenté de considérations surprenantes : « *L'histoire remplace le souvenir, la recherche remplace le témoignage, le bruit remplace le silence.* » Histoire et recherche occulteraient le souvenir ? Le bruit en résulterait, mais quel bruit ? Celui des historiens, des sociologues, des chercheurs qui, inlassablement, enrichissent la connaissance, donc la compréhension des phénomènes passés et de leurs mécanismes, et discutent des aspects interprétatifs de l'histoire ? Si c'est le sens donné au mot « bruit », alors oui ce bruit est nécessaire à la construction d'une mémoire nationale alliant récit historique, recherche et témoignages. Ce n'est que dans la pluralité de ces acteurs qu'elle peut se forger intelligemment.

Le séquençage ignore cette simple réalité : l'histoire, son écriture et sa

compréhension sont des composantes interactives de la construction d'une mémoire collective, au même titre que le témoignage. L'un n'est pas là pour occulter l'autre, mais pour le stimuler. Nous l'avons montré et longuement développé au cours d'un colloque intitulé « *Témoins et témoignages, figures et objets du XX^e siècle* », en décembre 2012, auquel était d'ailleurs convié à participer Serge Barcellini.

Il appartient au monde associatif, associations, fondations, groupements associatifs, de se faire à la fois promoteurs et médiateurs du témoignage, des avancées de la recherche, de la compréhension des phénomènes, et de leur diffusion dans une perspective éducative et pédagogique. Face à la complexité des enjeux mémoriels et des phénomènes, la spécialisation est un atout, non un handicap, et le Souvenir français, qui a sa part, certes, doit être invité à la tenir

sans empiéter sur les autres. Il n'a ni vocation ni mandat pour encadrer, régir ou rythmer la mémoire nationale.

Le plaidoyer de Serge Barcellini en faveur d'une réduction du calendrier commémoratif sonne comme une atteinte à l'histoire et à la mémoire. Serge Barcellini n'est pas en charge de la mémoire nationale au seul motif qu'il préside une « grande association ». Les commémorations sont faites pour rythmer la mémoire nationale ; elles sont nécessaires pour les faire connaître à mesure que se présentent des avancées du paysage mémoriel et le besoin de les inscrire dans la conscience collective, à un moment donné de la vie nationale, fût-il bref.

Mais, sur les événements passés complexes, et Résistance et Déportation en sont, le Souvenir français n'est pas omniscient. Il a ses missions statutaires, qu'il s'y tienne. Le reste n'est qu'agitation. ■



Bulletin d'adhésion 2017

AFMD – 31 bd Saint-Germain – 75005 Paris • Tél. : 01 43 25 84 98
Courriel : afmdnational@yahoo.fr • Site Internet : www.afmd.asso.fr

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél. :

E-mail :

Cotisation ☐ 18-25 ans / étudiant / demandeur d'emploi 12 €
☐ membre 25 €
☐ soutien 39 €
☐ bienfaiteur 55 €

Abonnement au bulletin MÉMOIRE & VIGILANCE 16 €

Don au national : €

Don à la délégation territoriale : €

► Pour l'année 2017, je verse, par chèque* à l'ordre de l'AFMD

la somme de : €

* Nous vous remercions de ne pas agraffer votre chèque.

Signature :